

Samedi 9 Mars 1872

PAIX DU NUMÉRO : — Départements : 25 CENTIMES.

Les Manuscrits ne seront pas rendus

RÉDACTION : PARIS, RUE MONTMARTRE, 123

Directeur politique : LÉONCE DÉTROYAT

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

Allemagne

Berlin, 7 mars, soir.
Le comte d'Arnim est parti aujourd'hui pour Rome.
Durant la nuit dernière, des secousses de tremblement de terre se sont fait sentir dans l'Allemagne centrale et aussi dans la région de Berlin.

Angleterre

Londres, 7 mars.
Chambre des communes. M. Montagu, représentant à M. Greville, dit qu'il s'agit d'une correspondance entre l'Angleterre et l'Amérique relativement à une convention qui traiterait les navires anglais dans les eaux américaines sur le même pied que les navires américains dans les eaux anglaises.
Lord Enfield, répondant à M. Kinnaird, dit que le gouvernement n'a été avisé, en aucune façon, de l'intention du pape de quitter Rome. Aucune demande n'a été adressée à l'Angleterre pour mettre l'île de Malte ou un autre endroit comme résidence à la disposition du souverain pontife.
M. Egerton annonce qu'il demandera demain si le gouvernement a reçu information de grands rassemblements de chrétiens qui auraient été commis par des indigènes du Japon.

Indes

Calcutta, 7 mars, soir.
Le général Bouchard annonce par dépêche du 5 mars qu'il est en chemin pour revenir. Il espère pouvoir atteindre Tipai-Pook le 6. Une partie des troupes est allée à Cachar.
Les Losloirs se comportent d'une manière amicale. Tout va bien de ce côté.
On mande de Melbourne (Australie), en date du 16 février :
« Le navire *Rosario* a bombardé et détruit, dans une des îles du détroit, le village où l'évêque l'aterson a été assassiné. »

Italie

Rome, 7 mars, soir.
La chambre des députés a approuvé la cession à la Turquie d'un terrain dans Rome. Ce terrain est destiné à servir d'emplacement au futur palais de la légation ottomane.
Le roi est attendu ici le 16 mars.
Ce matin, le pape a reçu Mgr Chigi en audience particulière.

Turquie

L'ouverture du chemin de fer de Vintimille à Menton est fixée au 18 mars. Le service est, pour le moment, limité aux voyageurs et au transport de marchandises par grande vitesse. Le service de petite vitesse sera ouvert prochainement.

Espagne

Madrid, 7 mars, soir.
L'Espagne n'ayant pas de traité de navigation avec la France, mais les Cortès ayant décrété l'égalité des pavillons français et espagnols, des communications ont été échangées entre les deux gouvernements sur la question de savoir si la nouvelle loi, votée par l'Assemblée nationale, pour l'établissement d'une surtaxe sur les pavillons étrangers serait applicable à l'Espagne.
A la suite de ces communications, il a été décidé que la loi ne serait pas applicable à l'Espagne et aux îles Baléares. En conséquence, les navires des deux nations seront admis réciproquement dans les ports des deux pays sans avoir à payer de surtaxe de pavillon.
(Agence Havas).

PARIS, VENDREDI 8 MARS 1872

LE BULLETIN POLITIQUE

Le Journal officiel publie en tête de sa partie non officielle, un avis très important que nous signalons spécialement à nos lecteurs de l'armée. La commission instituée par la loi du 8 août 1871, pour la révision des grades, terminera ses opérations le 25 mars courant. En conséquence, dit l'organe du Gouvernement, les officiers de tous grades et de toutes armes qui auraient à faire examiner leurs titres par la commission, sont priés de se présenter à elle avant ce jour.

des, qui doivent être adressés au ministre de la guerre par la voie hiérarchique, ne seront plus admises après le 20 mars, terme de rigueur.

Une dépêche transmise de Versailles au Times affirme que la commission du budget persiste à demander une réduction de 75 millions de francs sur la somme réservée à l'amortissement pour l'année 1872; qu'elle propose de nouveaux impôts pour une somme de 110 millions, en sorte qu'il suffirait maintenant de 50 millions pour compléter la somme demandée par le gouvernement; et qu'enfin elle est disposée à accorder un léger impôt sur les matières premières, à l'exception des textiles, mais qu'elle repousse les impôts sur le revenu et sur le chiffre des affaires. Nous avons le souci de rendre à chacun selon ses œuvres; nous dirons donc que la sous-commission chargée d'examiner le projet d'impôt sur le chiffre des affaires, l'avait adopté presque à l'unanimité; que la commission générale du budget s'y était elle-même ralliée à une majorité considérable; mais que, sur les représentations et les doléances des chambres de commerce, elle a décidé d'ajourner la présentation de cet impôt à l'Assemblée jusqu'après la discussion des matières premières. Si donc la taxe des matières premières est votée, c'est aux chambres de commerce que le pays devra adresser ses trop justes reproches.

On assure que le comte d'Harcourt, ambassadeur de France près le saint-siège, a été autorisé à prendre un congé pour assister à la session d'avril du conseil général de son département. Certains journaux catholiques affectent de voir dans la coïncidence du départ de M. d'Harcourt avec l'entrée en fonctions de M. Fournier, notre nouvel ambassadeur près la cour du Quirinal, un raffinement de courtoisie envers Victor-Emmanuel. On ne peut vraiment penser et parler de la sorte qu'en abusant étrangement d'un fait des plus simples, des plus fréquents, des plus normaux.

Les renseignements qui nous arrivent de Bréda nous représentent le comte de Chambord comme vivant le plus paisiblement du monde. L'affluence des visiteurs ne cesse point, mais ne donne lieu à aucun des incidents ni des désordres qui ont signalé le passage de la petite cour à Anvers. Les autorités civiles et le clergé catholique se sont d'ailleurs comportés envers le prince avec la plus parfaite discrétion et de manière à ne froisser les susceptibilités d'aucune partie de la population.

Le comte de Chambord a retenu pour cinq ou six semaines les appartements qu'il occupe à l'hôtel de la Couronne.

Nous signalons à nos lecteurs une dépêche datée de Zurich, 7 mars, qui contient une lettre fort intéressante adressée par les loges maçonniques de Mulhouse à M. le baron von Heydt, préfet de Colmar. L'autorité allemande leur avait enjoint de rompre leurs relations avec le Grand-Orient de France. La lettre dont il s'agit est une protestation énergique contre cette exorbitante et absurde prétention.

Nous recommandons encore à nos lecteurs la dépêche de Madrid, où ils apprendront qu'en outre bien que la France ne fût point liée envers l'Espagne par un traité de navigation, il vient d'être décidé entre les cabinets de Versailles et de Madrid que l'arce de la marine marchande (surtaxes de pavillon, etc.), n'aurait point d'application aux navires espagnols. Pour obtenir cette concession, le cabinet de Madrid n'a eu qu'à menacer la France de faire rapporter la loi aux termes de laquelle l'égalité des pavillons français et espagnol a été

proclamée par les Cortès. Qui ne voit que chaque nation à laquelle on tentera d'appliquer la mauvaise loi que nous avons si énergiquement combattue, recourra, pour s'en défendre, à la réciprocité des taxes vexatoires qu'elle édicte?

QUESTION DU JOUR

LE JURY

Le gouvernement n'a décidément pas à se louer du jury depuis qu'il s'est mis en veine de répression. Le 23 février l'Indépendant de Savoie, la République de Montpelier, le Patriote savoisien, poursuivent par délit d'opinion envers l'Assemblée nationale, étaient acquittés par le jury; le 4 mars M. Janvier de la Motte, dont on avait obtenu l'extradition, était absous par ce même jury sur 180 chefs d'accusation; enfin, nous annonçons dans notre numéro du 7 mars courant que le République de Lot-et-Garonne et le Républicain de l'Aveyron, aussi poursuivis par délits d'opinion envers l'Assemblée avaient été également absous par les juges du fait.

Si ces verdicts ne dégoûtent pas à jamais le gouvernement des procès politiques, il faut désespérer de fonder la République et la liberté en France.

Pourtant le jury est trié avec un certain soin; la loi de 1853 n'est pas une loi démocratique; qu'on en juge: il faut, pour être juré, être âgé de trente ans accomplis, jouir de ses droits politiques, civils et de famille, n'être ni domestique ni serviteur à gages, enfin savoir lire et écrire en français.

L'Empire se défait du jury et l'avait laissé aux prises avec les voleurs et assassins non politiques. La République, éditant à une pression d'opinion très légitime d'ailleurs, au lieu de supprimer à jamais les procès d'ordre politique, a rendu à l'appréciation du jury les procès de presse et autres, où le fait matériel disparaît complètement, où tout se résout en appréciations plus ou moins vagues.

Pourtout où le jury est mêlé aux questions politiques, le Gouvernement, de quel il se met en veine de réprimer, essuie une série d'échecs. En 1848, le jury absolvait quatre fois sur cinq les journaux socialistes, malgré les tirades pompeuses du procureur de la République, proclamant que c'en était fait de la paix publique, de la sûreté de l'Etat, de la famille, de la propriété, si l'on tolérât les élucubrations de la presse socialiste.

Chez nos voisins d'Italie, qui ont copié notre loi sur le jury ou à peu près, les choses vont encore plus mal. On a vu dix fois le jury absoudre des assassins qui avaient confessé leur crime. Comme dans beaucoup de pays, il y a des provinces où le jury condamne toujours; d'autres — les provinces napolitaines — où il ne condamne jamais.

Le gouvernement italien, ému de cet état de choses dans un pays où le sens politique prime de beaucoup le sens moral, a présenté ces jours derniers un curieux projet de loi sur la réorganisation du jury, que nous allons résumer rapidement.

Après avoir posé en principe que les fonctions de juré ne peuvent être exercées que par des citoyens donnant des preuves notoire d'intelligence et de probité, le ministre de la justice propose de choisir les jurés dans vingt-quatre catégories distinctes dont voici le dénombrement sommaire: les membres du parlement, les anciens députés, les avocats, notaires, procureurs, professeurs, conseillers provinciaux, employés, syndics (maires), conseillers municipaux, arpenteurs, directeurs de banques

reconnues, etc. A tous ces notables, il faut joindre les propriétaires et négociants payant 300 francs d'impôts dans les grandes villes, c'est-à-dire possédant douze bonnes mille livres de rente au soleil.

Quant aux autres petits propriétaires, gros négociants, ils regardent faire. Du peuple, il n'en est pas même question, pour la forme. Ceci, à l'endroit de ceux qui sont persuadés que l'Italie est une véritable république démocratique, sous le sceptre constitutionnel du galantuomo.

Il est certain qu'en confiant les pouvoirs représentatifs à des assemblées de notables, depuis l'électeur à 25 fr. jusqu'au juré à 300 fr. d'impôts, le ministère parviendra à faire condamner deux ou trois fois par mois l'Unità italiana ou toute autre feuille mazzinienne. Mais la France n'est pas dans les mêmes conditions que l'Italie: elle ne saurait retourner en arrière, sans violer les principes de liberté et d'égalité sur lesquels repose l'ordre de choses actuel. Imiter l'Italie serait fournir des armes à ces ennemis de l'ordre social, qui n'attendent qu'un prétexte pour reprendre leur œuvre de chaos et de destruction.

Nous comprenons que le Gouvernement soit mécontent du jury qui depuis un mois lui donne tort sur toutes les questions; mais au lieu de s'irriter, de persévérer, comme il fait, à vouloir armer le pouvoir d'armes épuisées, qu'il profite donc de la leçon et qu'il renonce définitivement aux procès de presse, aux procès politiques.

JULES DE PRÉCY.

Une Réunion de la Gauche

Les députés de la gauche croient encore à l'efficacité des lois répressives; ils ont voté toutes les lois de proscription, et les votés disposés à voter, non-seulement la loi Victor Lefranc, mais encore la loi contre l'Internationale.

Dans une séance tenue hier, sous la présidence de M. Lebland, directeur politique du Siècle, les députés de la gauche républicaine ont remplacé le projet du gouvernement par le suivant:

Art. 1^{er}. — Toute association internationale qui, sous quelque dénomination que ce soit, aura pour but un attentat contre la liberté du travail, la propriété, la famille, la patrie, le libre exercice des cultes, constituera, par le seul fait de son existence et de ses ramifications sur le territoire français, un complot.

Art. 2. — Tout Français qui, après la promulgation de la présente loi, s'affilia ou qui, par un acte quelconque, sera convaincu d'être affilié à une association de cette nature, sera puni, etc. (par une peine à édicter). — (Le reste comme au projet du gouvernement.)

Toutefois, dans l'amendement de la gauche, c'est le jury et non le tribunal correctionnel qui connaîtra des délits visés par la loi contre l'Internationale.

La réunion a pris, par anticipation, la résolution de voter l'ordre du jour pur et simple, à titre de conclusion, au sujet des interpellations relatives à la retraite de M. Pouyer-Quertier.

Un Portrait de M. Ernest Picard

On trouve de loin en loin dans la République française, gazette de M. Gambetta, certains portraits d'amis politiques, d'anciens conspirateurs, d'hommes du 4 Septembre, véritables Meissonnier de la finesse. Rembrants par le coloris, qui méritent de former une galerie, à laquelle on donnerait le nom de galerie des hommes du 4 Septembre. Nos lecteurs n'ont sans doute pas oublié le portrait de M. Jules Simon, déjà reproduit par nous d'après la République française. Celui de M. Ernest

Picard, exécuté sans retouche, mérite les honneurs de notre catalogue.

Cet homme hait la République: il veut la tuer. Et pourquoi cette haine? Parce que M. Picard, cette incapacité notoire, ne peut prétendre à rien sous un gouvernement républicain sérieux. Il n'y a plus de place pour lui, ni dans le ministère, ni dans l'Assemblée, ni surtout dans la diplomatie, où il est déjà si fâcheux qu'il ait pu mettre le pied. Il faut une révolution à M. Picard pour le refaire; il lui faut une monarchie, qu'il aura concouru à restaurer, pour espérer l'emploi des facultés politiques qu'on lui a complaisamment attribuées trop longtemps, et qu'en réalité il ne possède point. Quel de plus misérable! Car enfin quelle monarchie voudra se servir de M. Picard? A quoi est-il bon? On le connaît maintenant, on sait ce qu'il vaut, Ce Figaro venant est jugé. Que nous veut-il encore?

A quand les eaux-fortes Jules Ferry, Jules Favre et autres?

ECHOS PARLEMENTAIRES

7 mars.

On reprend la discussion de la loi contre l'Internationale. L'opportunité d'une législation répressive, inopportunité signalée par la Liberté à ses lecteurs dès les premiers jours, se montre avec évidence dans la tournure générale, théorique, prise par les débats engagés sur cette grave question. Ce n'est plus seulement l'Internationale et une société particulière; c'est le socialisme et le principe d'association qui sont mis en cause dans chaque discours. Les adversaires de l'Internationale s'efforcent d'identifier les principes qui ont inspiré les déclarations sorties du congrès de Bâle et ceux qui ont présidé au gouvernement de la Commune; ils sont amenés à cette conséquence que certaines associations contiennent dans leurs idées fondamentales des germes funestes qu'il ne faut pas laisser se développer; qu'il y en a qu'on doit interdire: celles qui sont tournées au mal; d'autres qui ont droit de tolérance: celles qui peuvent faire le bien.

Une telle manière d'raisonner, en dépit des intentions libérales qu'elle cache, va directement contre le principe d'association. Ce donner aux défenseurs de l'Internationale le grand avantage de paraître parler au nom de la liberté contre la tolérance. Ils retournent les arguments présentés par les orateurs de la droite, et après avoir prouvé plus que personne les crimes commis par la Commune, ils transportent la discussion sur le terrain circonscrit par les statuts de la Société.

L'honorable M. Depeyre continue son discours, interrompu hier par la clôture de la séance. Pour lui, la Commune est le fruit naturel, inévitable de l'Internationale. Il revient sur la parenté qui associe dans une œuvre commune l'association ouvrière et la dictature insurrectionnelle du prolétariat. Comme hier, sa faconde, d'ordinaire verbeuse et emphatique, rencontre des mots heureux et un ton piquant. C'est un véritable succès.

Il proteste, aux applaudissements de la droite contre la solidarité qui, selon M. Tolain, associe les classes ouvrières dans une résistance commune aux privilèges et aux injustices de la classe propriétaire et capitaliste. Une solidarité bien supérieure doit effacer cet antagonisme et conduire toutes les classes par des voies et des efforts divers, à s'entraider mutuellement. La richesse de l'industriel intéresse directement le salaire de l'ouvrier. Sans capital, pas de travail. C'est donc un sophisme de prétendre que les progrès économiques de ces dernières années n'ont profité qu'à un petit nombre de ceux qui possèdent; leur influence s'est répandue dans tous les rangs de la société, en suivant les différents degrés de cette hiérarchie qui vit par l'harmonie et la concorde, qui devient une cause de déchirements et de ruine universelle, si elle est tournée contre elle-même.

Les discours de l'orateur finit par une affirmation énergique de ses convictions monarchiques.

Ses dernières paroles excitent une légère émotion et des signes manifestes d'incrédulité

sur les bancs de la gauche. Mais cette dernière fraction de la Chambre et entre tous ses membres, M. Gambetta, dont nous remarquons la pantomime méridionale, est mise en équilibre plus dure encore par l'honorable M. Depeyre, qui lui chamoie, comme un trait saillant, le mot de la fin. M. Louis Blanc avait parlé de la fatalité de la misère. Le député de la droite répond par la fatalité de la République, et prétend, non sans quelque raison, que ce qui empêchera de réussir en France, c'est qu'on l'accable aux excès de tous genres qui se sont commis sous son couvert.

M. Corbon monte à la tribune pour défendre le socialisme. Il parle trop bas et trop vite. Son discours, que nous ne pouvons saisir que par fragments, se réduit à plaider les circonstances atténuantes pour les tentatives réformatrices faites par les classes ouvrières.

Après une réplique spirituelle de M. Delpit, M. Langlois reprend la défense des congrès socialistes et obtient un succès personnel que sa pétulance et sa franchise oratoire lui garantissent toujours.

La discussion est renvoyée à demain.

Une Lettre de Henri Rochefort

M. Victor Hugo a reçu la lettre que voici : 27 février 1872.

Cher maître,
Je vous ai écrit, il y a déjà quelque temps, une lettre peut-être un peu libre de la part d'un homme aussi enjambé, et que vous n'avez vraisemblablement pas reçue.
J'ai suivi, à cent cinquante lieues de l'Odéon, les répétitions de votre *Ruy Blas*, et nous avons tous ici joint nos applaudissements sous-marins à ceux qui ont fait couler la salle, le jour de la première.

L'article de Banville, notamment, nous a fort émus et a dû vous ému aussi, car il vous venge d'un seul coup de tous les Rois Carotte de ces vingt dernières années.

Je suis à l'infirmerie du fort avec Assi (du Creuzot) et l'asclépiade Groussot, attendant qu'on décide par quels anthropophages nous serons mangés. Mais, puisque le *Ruy Blas* reparait un peu avant que nous ne disparaissions, vous seriez mille fois aimable de prier François-Victor de me l'envoyer. Je le recevrais à la prison de Versailles, et je ne pense pas qu'il y ait de difficulté à ce que je le reçoive ici.

Nous continuons à mener dans notre cidelette la vie de chevaux de manège. Nous tournons toute la journée sur une plateforme circulaire, sans autre distraction que de voir la girouette sauter du sud-est au nord-est, comme on appelle ici le sud-ouest et le nord-ouest.

Nous avons été cependant affreusement émus aujourd'hui. Quatre soldats d'infanterie de marine sont tombés à la mer, et s'y seraient probablement noyés comme un seul homme, si deux condamnés, au premier cri d'alarme, ne s'étaient jetés à l'eau au risque de s'enlanger, par une houle épouvantable, et n'étaient parvenus à en empêcher un. Le plus curieux, c'est que ce sont précisément les deux premiers condamnés à mort, Viel le matelot et Genielet l'ami, comme de grands criminels qu'ils sont, n'ont pas craint de s'exposer à la mort pour sauver les soldats chargés de les garder.

Tous les journaux bien pensants vont évidemment relever ce qu'il y a d'odieux dans la conduite de ces deux communaux.

J'ajoute que le sous-lieutenant qui les commande a bravement plongé de son côté pour aider au sauvetage. Malheureusement, sur les quatre soldats, deux sont à cette heure en pleine mer.

Heurtant de leurs fronts morts des écueils inconnus.

Je vous en prie, donnez-moi des nouvelles de tout le monde et de toutes les santés. Embrassez mon filleul et sa sœur, que je retrouverai jeune fille dans une quinzaine d'années, retour des pampas, et dites à tous les vôtres de vous embrasser pour moi.

HENRI ROCHEFORT.

Banque	Banque	Bourse du 8 Mars	Précéd.	Premier	Plus	Dernier
05	05	3 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	4 1/2 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	5 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	6 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	7 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	8 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	9 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	10 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	11 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	12 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	13 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	14 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	15 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	16 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	17 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	18 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	19 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	20 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	21 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	22 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	23 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	24 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	25 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	26 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	27 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	28 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	29 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	30 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	31 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	32 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	33 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	34 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	35 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	36 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	37 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	38 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	39 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	40 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	41 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	42 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	43 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	44 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	45 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	46 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	47 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	48 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	49 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	50 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	51 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
05	05	52 0/0	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91

REVUE DES JOURNAUX

Plusieurs de nos confrères pensent que la nomination du successeur définitif de M. Puy-Quertier sera l'occasion d'un complet remaniement ministériel, et ils se flattent que ce remaniement aboutira à la formation d'un cabinet homogène dont le chef appartiendra à une nouvelle majorité gouvernementale, issue de l'union des centres.

Le *Soir* va plus loin et affirme que la crise actuelle se complique de projets de réorganisation de l'administration centrale. On créerait un ministère des Postes, des Télégraphes et des Chemins de fer; on adjointrait à chacun des ministres un sous-secrétaire d'Etat; on isolerait les Cultes, etc. Nous ne nous arrêtons qu'à cette dernière réforme, qui nous paraît la plus considérable.

Nous pensons, dit le *Soir*, que le ministère des cultes, jusqu'au jour où la liberté des Eglises dans l'Etat libre le rendra décidément inutile, doit vivre de sa vie propre et ne dépendre que de lui-même. Il n'y a pas de raisons pour que le ministère soit une annexe mobile qui se rattache tantôt à la justice, tantôt à l'instruction publique; il y en a de capitales pour qu'un même homme ne soit pas chargé de l'instruction publique et des cultes. Les convenances les plus élémentaires veulent que le ministre des cultes, chargé de choisir les évêques, vive en excellents termes avec le clergé catholique. Et le clergé catholique, en France comme partout, est enclin à s'exagérer ses droits; la seule politesse dont il puisse se contenter est une soumission absolue; lui résister, c'est lui manquer; il faut être ou son serviteur ou son ennemi. Or, l'intérêt des jeunes générations veut qu'un ministre de l'instruction publique ne soit ni le serviteur ni l'ennemi de l'Eglise; l'enseignement ne doit être ni fétichiste ni iconoclaste.

La *Presse* compare entre elles les deux réactions proposées par le gouvernement et par la commission pour le projet de loi relatif à la répression des attaques contre l'Assemblée nationale et le pouvoir exécutif, et y trouve des divergences considérables. Notre confrère pense, comme nous, qu'on ne pouvait plus inopportunistement soulever un pareil conflit entre la souveraineté parlementaire et le pouvoir de fait qu'elle a institué.

La question est posée, dit-elle, dans les termes les plus graves. Le gouvernement dit qu'il est la République non-seulement de fait, mais de droit. La commission reconnaît le fait et repousse le droit. Elle lui refuse la sanction qu'il demande pour les institutions républicaines, et elle n'accorde la sauvegarde de la loi pénale qu'à la propriété d'un droit et au pouvoir, qu'il soit, qu'elle établit.

Le provisoire et le définitif vont donc se trouver en présence. Quel est celui qui s'effacera devant l'autre? Un prochain avenir nous le dira. Mais tout le monde peut reconnaître aujourd'hui tout ce qu'il y a de fatale imprévoyance à soulever un problème qui ne peut être résolu que par la loi, et à vouloir amener le déclinement des pouvoirs, quand le salut du pays commande l'apaisement, l'abandon, l'union. C'était la seule politique qui pût être utile au pays.

LES ACTES OFFICIELS

RECONSTITUTION DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL

Le garde des sceaux, ministre de la justice; En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 2 de la loi du 12 février 1872,

Arrête :

Sont nommés membres de la commission chargée de la reconstitution des actes de l'état civil de Paris et des communes y annexées,

MM. Barroux, ancien professeur au lycée Corneille; Boinod, ancien avocat près le tribunal de la Seine; Bouillouche, avocat à la cour d'appel de Paris; Charoy, notaire honoraire;

Compagnon de Marcheville (Marcel), ancien auditeur au conseil d'Etat; Daligoy (Auguste), maire du 8^e arrondissement; Delacourte, ancien avocat près le tribunal de la Seine;

Delabre-Chomel, juge suppléant au tribunal civil de la Seine; Delbès (Léopold), membre de l'Institut; Dencor (André), avocat à la cour d'appel de Paris;

Edouard, maire du 10^e arrondissement; Dejeu, président de la chambre des notaires de Paris;

Duranton, maire du 9^e arrondissement; Duverrier, secrétaire général du ministère de la justice;

Ferry (Emile), maire du 9^e arrondissement; Fourchay, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de la Seine;

Gallois, conseiller honoraire à la cour d'appel de Paris; Hanin, vice-président au tribunal de la Seine;

Huissot, secrétaire général de la préfecture de la Seine; Lévêque, juge au tribunal civil de la Seine;

Lorget, ancien avocat près le tribunal de la Seine; Nast, ancien adjoint au maire du 8^e arrondissement;

Pelleier, directeur de l'administration générale de la préfecture de la Seine; Péronnet (Henri), ancien avocat près le tribunal de la Seine;

Picot (Georges), juge au tribunal civil de la Seine;

De Ponton d'Amécourt, conseiller honoraire à la cour d'appel de Paris; Ribot, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de la Seine; Rousselle, conseiller à la cour d'appel de Paris; Sciout, avocat à la cour d'appel de Paris; Thomas, doyen de la compagnie des notaires de Paris.

Fait à Versailles, le 7 mars 1872.

J. DUFAURE.

NOS INFORMATIONS

LA MI-CARÊME

Triste journée que celle d'hier ! La pluie, qui est tombée par intervalles, donnait à Paris l'air le plus triste du monde. La promenade annuelle des blanchisseuses n'a pas eu lieu; aucun masque dans les rues, rien que quelques cris de cornets à bouquin; mais heureusement ces assourdissants instruments étaient d'une rareté des plus consolantes.

En somme, à la pluie près, la Mi-Carême s'est parfaitement passée, et il n'y a eu qu'un nombre relativement très restreint de mises au violon.

Voici les bals masqués de 1872 définitivement finis. La saison, à été du reste enterrée gaiement, comme on peut en juger par les comptes-rendus de nos reporters, qui ont assisté aux principaux bals de Paris.

Une foule qu'on peut évaluer à 4 ou 5 mille personnes environ, s'était donné rendez-vous au bal de l'Opéra. Jamais le foyer n'avait, vers deux heures, présenté un coup d'œil si animé. Les dominos manquaient un peu, mais l'animation générale suppléait à leur absence.

Même foule dans les couloirs; rarement on n'avait eu autant de difficulté à y circuler. Le coup d'œil de la salle était des plus pittoresques; beaucoup de jolis costumes. Chons, parmi les plus curieux, celui d'un Basile qui avait dû coûter à son propriétaire 1,500 ou 2,000 francs au moins. Tout en soie, ce costume était brodé à la main des dessins les plus extravagants et de scènes de toute espèce. Le Basile en question a été, pendant toute la soirée, suivi d'un flot de curieux qui voulaient « voir les images ». N'oublions pas non plus un Méphistophélès en satin rouge, qui a eu les honneurs du bal. Nous n'avions pas encore vu gambader aussi lestement. Pas d'incident particulier à signaler. Six personnes ont été expulsées pour tapage et danse indécente, et trois conduites au poste de la rue Drouot, où elles ont été relâchées ce matin.

Même foule à Valentino, où l'orchestre a fait merveille. Citons, parmi les plus jolis morceaux, la polka de la *Jeune Carotte*, que le public a très justement voulu faire bisser. Si les femmes manquaient un peu à l'Opéra, c'était tout le contraire à Valentino; il y en avait un nombre considérable.

Les bals de Bullier et de Tivoli-Vauxhall ont été aussi très gais. Les restaurants du boulevard qui ont l'autorisation de rester ouverts toute la nuit ont été pleins de minute à six heures du matin. Ce matin, à sept heures, malgré l'arrêt de police qui interdit de circuler en costume après six heures, de nombreux masques étaient encore dehors.

Il va sans dire, que dans tous les bals, les blanchisseuses étaient les plus nombreuses. A Valentino, il y en avait une centaine au moins. Il paraît que beaucoup d'anciennes reines étaient là. On nous en a désigné deux ou trois de celles dont nous parlions hier. C'étaient de vieilles femmes, et, si elles ont été jolies autrefois, on ne s'en douterait guère à l'heure qu'il est. Les reines se tenaient gravement assises sur des banquettes, et on voyait par leur maintien qu'elles avaient souvenir de toute leur majesté passée.

LE BANQUET DES BLANCHISSEUSES

Si la promenade des blanchisseuses n'a pas eu lieu hier, comme les années précédentes, il y a eu en revanche un banquet à 3 fr. par tête, dans un restaurant du boulevard Ornano. Toutes les blanchisseuses de Paris y assistaient pas, tant s'en faut; mais il y en avait cent cinquante environ, dont quelques-unes fort jolies. Les cent cinquante ont nommé une reine; la nouvelle Majesté s'appelle Marie Soc, est âgée de dix-huit ans, et est, ma foi, fort jolie. On l'a coiffée d'un diadème en laurier doré, et elle a présidé le banquet avec beaucoup de dignité. Le soir, Marie Soc s'est, accompagnée de sa cour, rendue au bal de la Boule-Noir, où sa royauté a été reconnue sans conteste par tous les assistants. Elle a exécuté plusieurs quadrilles avec son diadème, et la soirée a été portée en triomphe sur le boulevard, sans que les gardiens de la paix, étonnés, songeassent à intervenir. Ce matin, Sa Majesté tyrante des camisoles rue Cardinet et repasse des chemises comme la plus humble de ses sujettes de la veille... O instabilité des grandeurs !

L'ALBUM VICTOR HUGO

Il y a une vingtaine d'années Victor Hugo

s'amusa, dans ses moments de loisir, à composer une série de dessins fantastiques, dont quelques-uns, sur la sollicitation de ses amis, ont vu le jour; mais qui, cependant, pour la plupart, devaient rester enfouis dans les cartons du maître. Ces jours derniers seulement, sur les vives instances de quelques connaissances, Victor Hugo vient de se décider à les publier, et dans un mois au plus tard, nous verrons en vente, chez nos marchands de tableaux et de gravures, un album contenant les quarante compositions principales de l'auteur de *Ruy Blas*.

Nous avons été à même d'en voir hier quelques-unes d'absolument inédites, malgré le mystère dont on les entoure et nous y avons trouvé, dans les premières surtout, une manière que n'aurait pas désavoué Callot. Citons entre autres la *Plage d'Elseleur*, avec ses immenses rochers qui, dans la nuit, prennent des formes humaines, les *Bords du Rhin*, avec leur suite de châteaux fantastiques, et l'*Incendie chez le pauvre*.

L'INCENDIE DE L'IMPRIMERIE DUBUISSON

Voici les détails complets sur l'incendie qui a eu lieu hier à l'imprimerie Dubuisson, 5, rue Coq-Héron.

Sur les onze heures du matin, un employé s'aperçut qu'une fumée rousse et épaisse sortait en assez grande abondance des soupapes des caves qui donnent sur la cour. Les pompiers ayant été immédiatement prévenus, on organisa les secours et l'on se mit en devoir d'éteindre le feu. La difficulté fut de trouver le foyer de l'incendie, qu'une fumée de plus en plus compacte cachait à tous les yeux. Deux pompiers descendirent dans les caves, et après une inspection aussi difficile que dangereuse, constatèrent qu'il se trouvait dans la *trémie*, où était entassée une grande quantité de papiers. On se mit aussitôt à pomper, et depuis onze heures et dix minutes jusqu'à trois heures, on inonda les caves. A quatre heures, on était à peu près maître du feu; à cinq, tout était terminé. On estime les pertes matérielles à une dizaine de mille francs.

On n'a eu aucun accident à déplorer. On ne sait point encore à quelle cause attribuer l'incendie. La version la plus accréditée est qu'un ouvrier sortant de l'imprimerie pour allumer sa cigarette, aurait jeté son allumette enflammée qui serait tombée dans la trémie en passant par un soupirail, et aurait ainsi mis le feu au papier qui y était entassé.

SUICIDES ET ACCIDENTS

Charles Réal, âgé de vingt-cinq ans, rentier, demeurant boulevard Richard-Lenoir, 123, s'est asphyxié hier dans sa chambre à l'aide d'un réchaud de charbon de bois. Quand, étonné de sa disparition, le concierge se présenta dans son appartement, il le trouva étendu sur le carreau et ne donnant plus signe de vie.

M. Benard, commissaire de police, a procédé aux constatations d'usage.

Hier soir, à dix heures, les agents de service aux abords du canal Saint-Martin, repêchèrent de l'eau une malheureuse jeune fille qui venait de s'y précipiter. La pauvre enfant, retirée de l'eau à demi-asphyxiée, fut transportée au poste de la rue des Folies-Méricourt. Revenue à elle, elle déclara se nommer Zoé B... et être âgée de quinze ans. Elle se refusa obstinément à donner les motifs qui l'avaient poussée à cet acte de désespoir.

Un Prussien, le sieur Nicolas Stephan, âgé de quarante-quatre ans, ouvrier maçon, rue de Lourcine, 72, travaillait hier à la reconstruction de la porte de Versailles, lorsque, le pied lui glissant, il tomba d'une hauteur de cinq mètres sur le pavé et s'y brisa le crâne.

Le sieur, rue Neuve-des-Capucines, Jean-Baptiste Plois, traînait une voiture à bras, lorsqu'il fut renversé et écrasé par une voiture de place portant le n° 4,239, et conduite par le sieur Mullet, cocher. Ses blessures sont très graves, et l'on n'a guère d'espoir de le sauver.

LES MANNEQUINS AMBULANTS

C'était hier la promenade des mannequins sur les boulevards, aux Champs-Élysées et au bois de Boulogne, et les différentes maisons de modes et de confections de Paris ont fait circuler pour la première fois les modes du printemps.

Les mannequins sont des deux sexes et se recrutent parmi les délaissés de la population parisienne. Ils forment deux catégories : les payés et les habillés. Les premiers sont obligés, moyennant un salaire qui varie de 15 à 50 francs par jour, de se promener toute la journée de la mi-carême, vêtus magnifiquement, et, le soir arrivé, déposent le costume qu'on leur a confié. Dans la seconde catégorie, les promoteurs de parade ne sont pas payés, mais conservent les costumes qu'ils ont portés.

Dans les deux catégories les mannequins sont tenus de distribuer les cartes et prospectus de la maison qu'ils représentent.

Autre huissier, précédant les gendarmes, introduisit l'accusé. Claude-Claudin n'avait pas changé de figure.

Pour les habitants de la vallée, le vagabond était donc, ce jour-là, ce qu'ils l'avaient vu pendant vingt-cinq ans. Sans doute il ne portait toujours sur lui que des haillons, des chaussures incorrectes et un chapeau de paille qu'on l'obligea à tenir à la main; mais son long visage barbu n'avait rien perdu de l'expression de sérénité philosophique qu'il avait eue à toutes les époques.

On appela les témoins.

Il y en avait une douzaine environ, et, dans le nombre, deux ou trois seulement étaient un peu sérieux.

Jacques d'Artigues, beau-frère du capitaine Horace de Blangy, avait déclaré vouloir renoncer à se porter partie civile.

— Je me bornerai, dit-il, à donner à la cour et au jury les explications qu'on voudra bien me demander.

Voilà bien de la politesse et une figure diablement renversée, pensait maître Simon dans son coin. Mais après tout, si madré que j'aie été, il m'a toujours dépité. Bref, il n'y a pas eu moyen de savoir au juste s'il a trémpé ou non dans l'affaire. Il n'y a qu'une chose à espérer : c'est qu'à la fin Claude-Claudin mange le morceau.

La salle regorgeait de curieux. On avait été forcé de rejeter au dehors plus de trois cents personnes, qui demandaient à assister aux débats, les grandes dames de la ville surtout. Il devait y avoir tant de détails émouvants dans cette tragédie !

Avant même la lecture de l'acte d'accusation, un jeune homme, un novice, un stagiaire se leva; c'était M^{re} Florimond Simonneau, l'avocat d'office qu'on avait donné au prévenu.

Tout heureux d'avoir rencontré une si belle occasion de faire ses débuts, il commen-

La Franc-Maçonnerie

Zurich, 7 mars.

A la suite d'une assemblée générale, les loges maçonniques de Mulhouse ont répondu, par l'envoi de la lettre suivante, à l'ordre que leur avait donné l'autorité allemande de rompre leurs relations avec le Grand-Orient de France :

A monsieur le baron Von der Heydt, préfet de Colmar.

Monsieur, En réponse à votre notification du 21 février, nous vous remercions de la décision qui a été prise par les loges réunies de Mulhouse :

« Attendu que la Maçonnerie est une société universelle qui ne s'occupe ni de politique, ni de religion (art. 2 de la constitution), et que, jusqu'à présent — comme nous vous en fournissons la preuve par deux notes incluses — les divers gouvernements ont toujours respecté le serment de fidélité prêté antérieurement à l'Orient, fondateur, les membres des loges de Mulhouse, réunis en assemblée extraordinaire, protestent contre l'ordre reçu de rompre leurs relations avec le Grand-Orient de France. »

HOMMES ET CHOSES

Un qui peut se vanter d'avoir obtenu un beau succès d'hilarité, c'est le citoyen Tolain.

Et pourtant on lui avait préparé une soirée d'été, comme s'il était M^{lle} Mélingue ou la Patti. On avait remis, pour lui, d'un jour la représentation, et tous les échos des anciens succès lyriques qui sont restés épars dans les mille coins, recoins, festons, sculptures, moulures et rinceaux du théâtre de Versailles avaient tressailli d'aise dans l'attente d'un sujet de petit cartello.

A propos de l'Internationale, cette société de petits agneaux qui,

En toute occasion, ou secrète ou publique,

proteste de son innocence, de ses meilleures intentions à notre égard, et qui nous prépare un avenir de soie et d'or, quand nous aurons tous été exterminés par le pétrole, M. Tolain s'est livré à la tribune à l'une de ces interminables harangues qu'on peut bien appeler tartarines, puisque c'était écrit d'avance.

Erit ! enfin, nous le voulons bien.

Le comble du bonheur, pour M. Tolain,

c'est de réduire toutes les transactions commerciales à la simplicité du timbre-poste.

Quand il a lancé ce sonnet, on a plié l'annonce de ce système, toute l'Assemblée a ouvert des yeux étonnés; la gauche elle-même, qui a eu toutes les peines du monde à garder son sérieux.

La théorie du timbre-poste rappelle un peu celle du *circulus* de Pierre Leroux, comme effet de tribune. Comme application, c'est d'une simplicité enfantine. Une lettre de Paris au Vésinet ou à Bougival, 17 kilomètres, coûte 25 centimes; une lettre de Paris à Marseille, 800 kilomètres, coûte également 25 centimes. Partez de là, du pied gauche, et vous avez la clef du bonheur rêvé par l'Internationale, et tout l'humanité tout entière ne tarderait pas à jurer MM. Pétroski, Rabagas et C^o, arrivant encore au pouvoir.

Selon M. Tolain, les chemins de fer doivent transporter les marchandises et les voyageurs dans toute la France pour un prix uniforme, quel que soit le poids des marchandises, quelle que soit la qualité de l'homme. Mon voisin attend de Reims un panier de champagne, c'est un franc, ou cinquante centimes, un prix à établir. J'ai à expédier à Montpellier un wagon de charbon de terre de Charlaroy, ce sera également un franc ou cinquante centimes, toujours le prix à établir.

Si l'on consulte M. Tolain, il est évident que ce sera le prix de la plus petite distance qui sera adoptée : on paiera la tonne de charbon allant à Montpellier comme si elle n'allait pas plus loin qu'Asnières; mais, il faut tout prévoir, si l'on consulte les administrations de chemins de fer, généralement peu tendres, ce sera le prix de la plus longue distance qui sera adoptée. Pourquoi pas, après tout? L'égalité n'est pas un principe plus respectable que celui de la liberté.

Ah! mais voilà l'écueil, c'est que M. Tolain

supprime du premier coup la liberté. Il s'empare des chemins de fer.

Grâce à ces prix de transports uniformes, l'ouvrier pourra prétendre à devenir patron. Il n'y a pas à redire à cela, c'est un désir très légitime; mais comme, d'autre part, M. Tolain trouve qu'il y a trop de machines, et que le travail de l'homme est amoindri, si tous les ouvriers deviennent patrons, qui sera ouvrier? Il faudra donc inventer de nouvelles machines, amoindrissant encore plus le travail de l'homme?

Ces divagations, dites économiques, et qui s'emparent toujours à perte de vue, n'ont pas laissé froids les auditeurs, qui, du reste, sont assez généralement ignorants de ces sortes de choses. Les députés ont manqué de patience; ce ne sont pas des hommes politiques. Ils devaient rester calmes, muets, silencieux.

conclusions redoutables : la peine de mort

demandée pour Claude-Claudin.

— Accusé, dit le président, vos noms et prénoms ?

— Claude-Claudin, dit le Barbu.

— Votre domicile ?

— Une cabane construite par moi avec des arbres dans les bois de la Sauvagère.

— Où êtes-vous né ?

— Au bourg de Poëcy-la-Garenne.

— Votre âge ?

— Cinquante-sept ans.

— Votre profession ?

— Je n'en ai aucune, mais j'ai vingt métiers.

— Mais encore lesquels ?

— Monsieur le président, suivant la saison, je chasse le pèche, je ramasse du bois mort, je cueille des herbes et des fleurs pour les pharmaciens; je tue les vipères, les taupes et les mulots; je fais la battue aux loups, mes voisins; je déniche et j'apprivoise les oiseaux; je fais des semis d'écorce pour les revendeurs; que sais-je moi ? J'ai la vie la plus active et la plus réglée qui soit dans le canton.

— C'est donc pour cela que tout le monde s'accorde à vous désigner sous le nom de vagabond ?

— Les hommes peuvent dire ce qu'il leur plaît. Entre nous, je ne m'en soucie en rien, monsieur le président. Ce que je sais, c'est que je suis plus utile dans mon petit doigt que des milliers de riches fainéants dans toute leur personne.

— Ces riches ne sont pas en cause, d'abord. Ensuite, il n'en est pas moins certain que votre existence n'a rien de régulier, quoique vous en disiez. Aussi inspirez-vous dans tout le pays une sorte de terreur.

— Il se peut, monsieur le président, et cela doit venir de trois choses : 1^o de ce que je vis dans une cabane faite en branches, tout à côté des loups ; 2^o parce que je suis mal vêtu ;

3^o parce que j'ai une grande barbe. Ah ! ma grande barbe, voilà le couronnement du crime ! C'est pour ça que j'ai un surnom; c'est aussi pour ça que j'entends souvent les mères dire à leurs petits, pour les empêcher de crier : « Tais-toi, ou j'appelle le Barbu, qui te mangera ! »

— On ne vous accuse pas de manger les petits enfants, mais d'avoir assassiné un homme, un officier, Horace de Blangy, capitaine de cavalerie en congé de semestre.

— On m'accuse à tort. La suite des débats le fera voir.

— Où étiez-vous le 23 septembre dernier, à dix heures et demie du soir ?

— Dans les bois de la Sauvagère, où je demeure.

— A quel endroit étiez-vous ?

— Entre la mare et le Sentier-aux-Moines.

— C'est justement le lieu où le crime a été commis. Comment y étiez-vous ?

— Avec mon fusil et mon chien, à cause d'un pied de chevreuil que je guettais depuis quelque temps.

— Reconnaissez-vous ce fusil qui est là, parmi les objets saisis, comme étant le vôtre ?

— Certainement oui, monsieur le président.

— Claude-Claudin, l'accusation relève à votre charge un fait des plus graves; c'est à dix heures et demie, à la Sauvagère, entre la mare et le Sentier-aux-Moines, que le crime a été commis. C'est à la même heure et aux mêmes endroits que vous teniez un fusil à la main, afin de chasser le chevreuil. Qu'avez-vous à répondre à tout cela ?

— Un seul mot. J'étais là, et je n'ai pas commis le crime.

— L'enquête n'a signalé aucun autre coupable que vous.

— Cela est possible. L'enquête n'a pas tout vu.

— Y avait-il donc un autre assassin ?

— Je suis ici pour me défendre et non pour accuser.

M. Tolain lui-même, en s'entendant parler, se serait fait peur à lui-même.

M. Tolain n'avait droit qu'à un four, on lui a fait un tolle.

On jouait depuis quelque temps à Belleville — cette terre sacrée où fleurit le pétrole — un drame qui, autrefois, avait obtenu un succès colossal au Théâtre-Français : *Les Victimes cloîtrées*. On vient de l'interdire, et l'on a bien fait.

Ce drame, qui n'est pas plus mauvais qu'un autre, surtout si l'on se reporte à sa première apparition (1791), n'est pas révolutionnaire, mais il a des velléités de réformateur. Son intrigue n'a aucun rapport avec nos mœurs actuelles; mais quand on songe avec quels mensonges on égare les classes populaires, il pouvait avoir, de nos jours, un certain regain d'actualité.

Il n'y a plus de vœux éternels, et l'on n'enferme plus les religieux et les moines dans des *in pace*, quand ils se montrent rebelles aux prescriptions de supérieurs tyranniques; on leur ouvre tout bonnement la porte du couvent, en leur disant : Allez-vous-en !

L'auteur de ce drame, Monvel, fut l'un des premiers comédiens de son temps; c'est l'un des gloires de la Comédie-Française, et, si son nom lui-même est inconnu à la génération actuelle, c'est la faute du métier, qui, comme celui d'avocat, ne laisse jamais après lui qu'un souvenir. Auteur de plusieurs comédies et d'opéras-comiques qui ont obtenu de très beaux succès, membre de l'Institut, son plus beau titre d'auteur est encore celui d'avoir été le père de la plus grande comédienne de l'époque, M^{lle} Mars.

Hélas ! il en est de la fille comme du père; bien peu aujourd'hui se rappellent cette actrice, dont l'organe éloquent aidait si puissamment le jeu charmant. Comme Rachel, plus près de nous pourtant, elle n'est plus qu'un souvenir.

Je disais donc qu'on a bien fait d'interdire la représentation des *Victimes cloîtrées*; ce n'est point parce que je suis partisan de la censure, grands dieux ! mais parce que cette pièce est un prétexte à désordres de toutes sortes, et un texte tout fait pour inciter le clergé, pourtant bien innocent des iniquités mises en scène par un auteur avide de scandale.

Pourtant, dans ce drame, il n'y a pas une phrase de la force de celle-ci, signée d'un conseiller municipal, et qui s'est étalée impunément dans un journal :

« La religion et la police m'ont été amenés la grande révolte du dix-huitième siècle et l'explosion de 93... N'allons-nous pas rompre avec les traditions de ce vieux monde, où les gendarmes sont si bien faits à l'image de Dieu, que Dieu a l'air d'être fait à l'image des gendarmes. »

J'aime trop la liberté pour réclamer la suppression de ce journal; mais cela me met à l'aise pour m'étonner qu'on en ait supprimé d'autres. Il est vrai que ce n'était pas à Dieu qu'ils s'attaquaient.

CHRYSALE.

ASSEMBLEE NATIONALE

Séance du 7 mars.

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY

Suite de la discussion du projet de loi relatif à l'Internationale.

M. Depierre a essayé de démontrer, dans la séance d'hier, quels étaient les caractères de l'Internationale. Il a examiné quelle influence désastreuse ses doctrines ont pu exercer sur les populations laborieuses, au double point de vue de l'exposé de ses fausses théories et de l'affaiblissement de l'Union nationale.

Il n'a pu suffire, en effet, de se proposer dans les grandes cités où se trouvent agglomérés les ouvriers, elle a d'autres visées, ainsi que cela résulte de la déclaration faite dans la réunion du 30 septembre dernier, aux termes de laquelle les différents conseils sont invités à faire entrer les populations agricoles dans la grande alliance.

Il est vrai que l'Internationale n'est guère à craindre lorsqu'elle s'adresse aux gens de la campagne et qu'elle dit au paysan : « Ce champ que tu as fécondé ne t'appartient pas, les enfants n'héritent pas de la terre que tu as arrosée de tes sueurs. » Mais le danger devient plus grand dans les contrées où il existe de nombreuses petites fermes, surtout en présence de cette doctrine qu'elle développe, qu'après un certain nombre d'années la terre doit appartenir

